



NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS

Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013

MESURE 4 – INVESTISSEMENTS PHYSIQUES

Type d'opération 4.1.3

« Plantations pérennes » - volet canne à sucre

Programme de Développement Rural de la Guadeloupe et St Martin 2014-2020

Cette notice vise à vous présenter les principales règles d'accès et de gestion du dispositif d'aide. Elle accompagne le formulaire de demande d'aide. Veuillez la lire attentivement avant de remplir votre demande d'aide

SI VOUS SOUHAITEZ DES PRECISIONS, CONTACTEZ LE GUICHET UNIQUE Cellule Europe partenariale, Rue Victor Hugues, 97 000 BASSE-TERRE.

Veuillez noter que les éléments figurant dans cette notice sont susceptibles d'être ajustés dans le cadre des négociations avec la Commission Européenne sur le Programme de Développement Rural.

SOMMAIRE DE LA NOTICE

- 1 – Caractéristique du type d'opération et principes généraux
- 2 – Qui peut demander une subvention ?
- 3 – Quelles sont les conditions d'admissibilité ?
- 4 – Quels sont les investissements éligibles ?
- 5 – Quelles sont les modalités d'intervention ?
- 6 – Quels sont les engagements à respecter ?
- 7 – Quelles sont vos obligations en matière de publicité de l'aide européenne ?
- 8 – Précisions sur le formulaire à compléter
- 9 – Suite de la procédure
- 10 – Contrôles et conséquences financières en cas de non-respect de vos engagements
- 11 – Traitement de l'information
- 12 – Coordonnées du service instructeur

1 – CARACTERISTIQUES DU TYPE D'OPERATION ET PRINCIPES GENERAUX

Le dispositif intervient dans le financement des investissements de plantations qui améliorent la performance économique et environnementale de l'exploitation ; il vise à financer les investissements matériels et immatériels concernant :

- l'implantation de matériel végétal visant à réduire l'utilisation des intrants chimiques et phytosanitaires et/ou de la ressource en eau (culture principale pérenne et cultures associées pérennes le cas échéant) : vitro-plants, plants assainis issus de pépinières agréées, nouvelles variétés présentant des résistances à certains pathogènes ;
- la réalisation de projets de plantation de cultures pérennes s'inscrivant dans des projets de diversification des productions agricoles.

2 – QUI PEUT DEMANDER UNE SUBVENTION ?

Les agriculteurs ou groupements d'agriculteurs, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales.

Agriculteurs

- Personnes physiques mettant en valeur une exploitation agricole, y compris les EIRL.
- Personnes morales mettant en valeur une exploitation agricole : SCEA, GAEC, EARL, EURL, SARL, SA, SCI, GFA,

SAS, groupement d'employeur, associations, établissements d'enseignement et leurs centres constitutifs, établissements d'expérimentation et de recherche, organismes d'insertion mettant en valeur une exploitation et exerçant une activité agricole.

Groupements d'agriculteurs

- Les organisations de producteurs (dites « OP ») reconnues au sens de l'article L551-1 du code rural.
- Les sociétés coopératives agricoles au sens du code rural et leurs fédérations (dont les CUMA).
- Les sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA) au sens du code rural.
- Les groupements d'intérêt économique de structures agricoles reconnues au sens du code rural.
- Les associations d'agriculteurs.
- Les groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) constitués d'agriculteurs.

3 – QUELLES SONT LES CONDITIONS D'ADMISSIBILITE ?

À l'exception des frais généraux au sens de l'article 45, paragraphe 2, point c) du règlement (UE) n°1305/2013, seules les dépenses qui ont été effectuées après la date de dépôt de la demande à la cellule Europe partenariale sont considérées comme admissibles (article 60.2 du règlement (UE) n°1305/2013).

Le siège de l'exploitation doit être localisé en Guadeloupe ou St Martin.

L'agriculteur doit disposer d'un SIRET et être à jour de ses cotisations sociales.

Le groupement d'agriculteurs doit :

- être à jour de ses cotisations sociales ;
- être à jour vis-à-vis de l'administration fiscale. ;
- être à jour au regard de ses obligations en matière d'assemblée générale.

4 – QUELS SONT LES INVESTISSEMENTS ELIGIBLES ?

En application de l'article 17 du règlement (UE) n° 1305/2013, les investissements matériels et/ou immatériels éligibles améliorent la performance globale et la durabilité de l'exploitation.

La TVA n'est pas éligible, à moins qu'elle ne soit pas récupérable.

Les dépenses de fonctionnement sont exclues de l'aide.

Les plantations éligibles sont les cultures plantées en canne à sucre, dont le cycle biologique permet de rester en place sur une même parcelle pendant au moins 5 années à compter du paiement final de l'aide.

La subvention est déterminée sur la base des dépenses réelles éligibles *retenues* ou de barèmes standards de coûts unitaires.

Les investissements matériels éligibles

- Les dépenses de plantations de canne à sucre sont prises en compte via des barèmes repris dans la partie 5 de la présente notice.
- La fourniture et la mise en œuvre d'amendements organiques et calciques.

Est considéré comme un amendement organique, une matière fertilisante d'origine végétale et/ou animale, destinée à l'entretien du sol ou à la reconstitution du stock de matière organique du sol et à l'amélioration des propriétés physiques et/ou chimiques et/ou biologiques du sol. Les caractéristiques de l'amendement organique doivent être conformes aux prescriptions de la norme NF U44-051.

Investissements immatériels

- Les frais généraux liés aux dépenses visées au point précédent, que sont les rémunérations d'ingénieurs et experts y compris les coûts liés aux études de faisabilité.
- Les études de faisabilité demeurent des dépenses éligibles, même lorsque compte-tenu de leurs résultats, aucune dépense visée au point précédent n'est engagée. Elles ne peuvent être présentées seules, sauf si leur conclusion démontre que l'investissement n'est pas réalisable.

Le montant total des frais généraux est plafonné à 10% du montant total des dépenses éligibles.

Les contributions en nature sous forme d'exécution de travaux ou de fourniture de biens, de services, qui n'ont fait l'objet d'aucun paiement en numéraire attesté par des factures ou d'autres documents de valeur probante équivalente peuvent être

éligibles selon les conditions prévues à l'article 69 du règlement portant dispositions communes n° 1303/2013. La justification des contributions en nature doit être accompagnée d'une expertise de la valeur de l'apport.

Sont exclus de l'aide

- Le financement de l'achat des herbicides ainsi que les coûts liés à l'application des herbicides au champ.

La plantation doit être effectuée avec des plants assainis issus de pépinières agréées pour la filière canne à sucre.

Les dépenses liées à l'achat d'amendements organiques et calciques sont éligibles si elles sont justifiées par les résultats d'une analyse de sol physico-chimique commentée de moins de 3 ans, effectuée sur la parcelle ou le lot homogène de parcelles concernées par les amendements.

5 – QUELLES SONT LES MODALITES D'INTERVENTION ?

La subvention sera calculée sur la base des dépenses éligibles du plan de financement présenté.

Bénéficiaires	Taux d'aide publique sur le montant total des dépenses éligibles	
	SAU de l'exploitation agricole ≤ 20 ha	SAU de l'exploitation agricole > 20 ha
Agriculteurs	/	/
Agriculteurs engagés dans une opération en mesure 10 (agroenvironnement et climat)	/	/
Agriculteurs en production biologique certifiée ou en conversion vers l'agriculture biologique	/	/
Agriculteurs impactés par la contamination à la chlordécone et dont la demande d'aide porte sur un projet de reconversion en lien avec la pollution des sols à la chlordécone de l'exploitation	/	/
- Agriculteurs membres d'un groupement d'agriculteurs	- 60 % - 70 % si l'exploitation est engagée dans une opération en mesure 10 (MAEC) - 75 % si l'exploitation est en production biologique ou en conversion vers l'agriculture biologique	- 50 % - 60 % si l'exploitation est engagée dans une opération en mesure 10 (MAEC) - 65 % si l'exploitation est en production biologique ou en conversion vers l'agriculture biologique
« Jeune Agriculteur » tel que défini en règlement (UE) n° 1305/2013 ou qui s'est installé au cours des cinq années précédant l'introduction de la demande d'aide au titre de la mesure 4	90 %	

→ L'agriculteur justifie l'engagement dans une opération en mesure agro-environnement et climat (10) par la décision attributive d'une aide au titre de cette mesure.

→ Pour bénéficier de la majoration « Jeune Agriculteur », le bénéficiaire doit (i) avoir moins de 40 ans, (ii) posséder des connaissances et des compétences professionnelles, et (iii) être dans le cadre de son premier processus d'installation ou installé depuis moins de 5 ans au moment du dépôt de la demande d'aide. Il n'est donc pas possible de prétendre à la majoration JA, si la demande à l'investissement s'effectue au-delà des 40 ans, même si le bénéficiaire est encore dans le cadre de son plan de développement de l'exploitation (PDE-JA). Dans le cadre des aides à l'installation, le processus d'installation est défini comme suite :

- le début du processus d'installation correspond à la validation du plan de professionnalisation personnalisé du candidat à l'installation ;
- la date d'installation correspond ainsi à la date de fin du processus d'installation et est constaté par l'établissement d'un certificat de conformité.

→ Pour bénéficier de la majoration « agriculture biologique », il n'est pas nécessaire que l'exploitation ait l'ensemble de ses parcelles engagées en AB (conversion ou maintien).

Avant de déposer votre demande d'aide, il est important de viser les montants minimum et maximum d'aide publique par projet

selon le demandeur ainsi que le barème de coûts unitaires appliqué à la plantation de canne à sucre.

Montant minimum d'aide publique par projet	Montant maximum d'aide publique par projet
300 €	300 000 €

Barème standard de coûts unitaires pour la plantation de canne à sucre		
Type de plantation	Simple rang	Double rang
Coût unitaire à l'hectare <i>hors Marie-Galante</i>	2 976 €/ha	4 114 €/ha
Coût unitaire à l'hectare <i>à Marie-Galante</i>	3 650 €/ha	4 554 €/ha

Ce dispositif est :

- non combinable avec un financement national complémentaire de défiscalisation ;
- combinable avec un financement national complémentaire de TVA NPR dans la limite du taux d'aide publique selon les bénéficiaires susmentionnés dans le tableau.

Les bénéficiaires peuvent demander le versement d'une avance à concurrence de 50% de l'aide publique liée à l'investissement.

Le paiement d'avance est subordonné à la constitution d'une garantie bancaire ou d'une garantie équivalente correspondante à 100% du montant de l'avance.

La garantie peut être libérée lorsque l'organisme payeur compétent constate que le montant des dépenses réelles correspondant à la participation publique liée à l'opération dépasse le montant de l'avance.

6 – QUELS SONT LES ENGAGEMENTS A RESPECTER ?

1. Informer le service instructeur préalablement de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure ou du projet ;
2. permettre / faciliter l'accès à mon (notre) entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant au minimum 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
3. ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet, sans en informer le service instructeur ;
4. poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural pendant 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
5. signaler au guichet unique toute erreur que je constate (nous constatons) dans le traitement de ma (notre) demande ;
6. respecter les obligations de publicité, et apposer le logo européen, accompagné de la mention « *fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales* » sur tous les supports de communication ou d'information afférents au projet ;
7. respecter les normes minimales requises dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux, applicable à l'investissement pendant une durée de 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
8. maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique à celui prévus dans la demande d'aide, les investissements aidés pendant une durée de cinq ans à compter du paiement final de l'aide ;
9. me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation ;
10. détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération et des engagements, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années à compter du paiement final de l'aide : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, ...).

7 – QUELS SONT LES OBLIGATIONS EN MATIERE DE PUBLICITE DE L'AIDE EUROPEENNE ?

En application des dispositions de l'article 13, paragraphe 2 du règlement (UE) n°808/2014, le bénéficiaire d'une aide du FEADER doit informer le public du soutien obtenu conformément aux modalités définies à l'annexe III du Règlement (UE) n°808/2014 et dans les actes modificatifs du règlement précité.

Toutes les actions d'information et de communication menées par le bénéficiaire témoignent du soutien octroyé par le FEADER à l'opération par opposition :

- de l'emblème de l'union, conformément aux normes graphiques présentées à l'adresse suivante : http://europa.eu/about-eu/basic-information/symbols/flag/index_fr.htm ;
- d'une mention faisant référence au soutien du FEADER « *Fonds européen agricole pour le développement rural* » :

l'Europe investit dans les zones rurales ».

Lorsqu'une action d'information ou de publicité a trait à une ou à plusieurs opérations cofinancées par plusieurs fonds, la référence prévue au point b) peut être remplacée par une référence aux Fonds Européens Structurels et d'Investissements (FESI).

Pendant **la mise en œuvre d'une opération**, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le FEADER :

1. en indiquant sur son éventuel site web à usage professionnel, dès lors qu'un tel site existe, et quand un lien peut être établi entre ledit site et le soutien apporté à l'opération, une description succincte de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union ;
2. en apposant lors de la réalisation de l'opération en un lieu aisément visible du public (entrée du site ou du bâtiment) :
 - **Pour les opérations bénéficiant d'un soutien public total supérieur à 50 000 €** : une affiche ou une plaque solide présentant des informations sur l'opération (dimension minimale [A3] (42 x 29,7 cm) et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union.
 - **Pour les opérations d'infrastructures ou de constructions et bénéficiant d'un soutien public total supérieur à 500 000 €** : un panneau temporaire de dimension minimale [A1] (84 x 59,4 cm) mentionnant le concours financier apporté par l'Union Européenne.

Au plus tard trois mois après l'achèvement d'une opération, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent de dimension minimale [A1] (84 x 59,4 cm) , en un lieu aisément visible par le public, pour chaque opération satisfaisant aux critères suivants :

- l'aide publique totale octroyée à l'opération dépasse 500 000 € ;
- l'opération porte sur l'achat d'un objet matériel ou sur le financement de travaux d'infrastructure ou de construction.

Ce panneau indique le nom et l'objectif principal de l'opération et met en évidence le soutien financier de l'Union.

Les affiches, panneaux, plaques et sites web comportent la description du projet/de l'opération et les éléments suivants : l'emblème de l'Union et une mention faisant référence au soutien du FEADER. Ces informations occupent au moins 25% du panneau, de la plaque ou du site web.

8 – PRECISIONS SUR LE FORMULAIRE A COMPLETER

Vous devez compléter tous les volets du formulaire en renseignant les rubriques prévues à cet effet, en cochant les cases dédiées correspondant à votre situation ou en complétant les sections dans lesquelles des précisions sont demandées lorsque la case « oui » a été cochée (section « critères de suivi évaluation du projet » par exemple).

Dans la partie « signature et engagements », toutes les cases doivent être cochées.

Sections	Précisions
Identification du demandeur	<p>Tous les entrepreneurs individuels ou les personnes morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, employeur de personnel salarié, soumis à des obligations fiscales ou bien bénéficiaires de transferts financiers publics, disposent d'un n° SIRET.</p> <p>Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET, vous pouvez le retrouver sur le site internet gratuit « infogreffe.fr » rubrique « informations entreprises ».</p> <p>Si vous êtes un agriculteur mais vous n'êtes pas immatriculé, veuillez-vous adresser au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre d'agriculture.</p> <p>Pour les personnes physiques : compléter la demande d'aide par un n° PACAGE. Le numéro PACAGE est attribué par la DAAF de GUADELOUPE.</p> <p>La notion de représentant légal est une notion essentielle en matière de droit. Les pouvoirs publics, avant d'allouer une aide financière, doivent s'assurer que la personne physique qui signe la demande de subvention, a bien la capacité légale à engager la personne morale qu'elle représente.</p>
Critères d'évaluation du projet	<p>L'article 17.1.a) du règlement (UE) n°1305/2013 relatif aux investissements physiques stipule que l'aide européenne doit concourir à « <i>améliorer la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole</i> ». La performance est entendue au sens des trois piliers du développement durable : performance économique, environnementale ou sociale. Le demandeur devra donc montrer que l'aide sollicitée a pour but de rendre son exploitation plus performante sur <u>au moins</u> un des trois domaines considérés.</p> <p>Les informations relatives à la performance et la durabilité de l'exploitation sont renseignées dans la</p>

	<p>section « critères d'évaluation du projet ».</p> <p>Vous devez décrire l'évolution des critères environnementaux, économiques et/ou sociaux auxquels répond votre projet en précisant leur état avant et après la mise en œuvre du projet. Vous pouvez retenir des indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs de votre choix. Ceux-ci devront être justifiés à l'aide de pièces à joindre à votre demande d'aide. Ces justificatifs peuvent s'appuyer sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - données de référentiels existants (études, publications, référentiels) comme, par exemple, les études sur la diminution de consommation de produits phytosanitaires, les références zootechniques sur la production des animaux, les calculs sur les économies d'intrants ou des données d'étude sur les économies d'énergie ; - diagnostic de durabilité relatif au projet indiquant l'impact sur un ou plusieurs des items (par exemple, diagnostic Diaterre, Dexel, etc.) ; - plan d'entreprise contenant des éléments financiers nécessaires à l'analyse des critères dits économiques (plan d'entreprise installation, dossier fourni à la banque lors de la demande de prêt) ; - engagement dans une démarche reconnue au niveau national (AB, certification environnementale HV etc.) - autres éléments que vous jugerez utiles. <p>Dans tous les cas, le demandeur doit indiquer l'impact attendu du projet sur son exploitation avec des données transposées à l'exploitation : données avant et après projet.</p>
Plan de financement prévisionnel du projet	<p>La contribution du FEADER est de 85% du montant des dépenses publiques éligibles.</p> <p>Les taux d'aide sont présentés au point 5 de la présente notice.</p> <p>Toutes les rubriques doivent impérativement être renseignées.</p>
Liste des pièces justificatives	<p><u>Devis</u></p> <p>Pour les dépenses comprises entre 2000 € HT et 90 000 € HT, vous fournissez 2 devis.</p> <p>Pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT, vous fournissez 3 devis.</p> <p>Si le nombre de devis requis n'est pas joint au dossier, vous devez porter dans votre dossier les raisons pour lesquelles vous ne pouvez pas fournir les pièces.</p> <p>Attention : les différents devis présentés doivent correspondre à des dépenses équivalentes entre elles, et ne doivent pas provenir d'un même fournisseur/prestataire.</p> <p>Le bénéficiaire présente sa demande avec le nombre de devis nécessaires en fonction des dépenses, en indiquant à chaque fois l'offre qui est l'objet de son choix. Si le choix du bénéficiaire ne porte pas sur le devis le moins cher présenté, ce choix devra être argumenté et dûment justifié.</p> <p><u>Attestations de régularité sociale</u></p> <p>Si la demande d'aide est faite en année N, les attestations doivent prouver la régularité <u>ad minima</u> en année N-1 ou en année N-2 si les documents ne sont pas encore disponibles auprès des services concernés pour l'année N-1.</p> <p>Si l'entreprise emploie des salariés, la régularité des obligations sociales au regard des charges afférentes à ces emplois doit être également prouvée.</p> <p>Les demandeurs bénéficiant d'un échéancier de paiement sont réputés s'être acquittés de leurs obligations.</p>

9 – SUITE DE LA PROCEDURE

Dépôt du dossier

Le formulaire de demande d'aide constitue à lui seul votre demande de subvention au titre des aides européennes FEADER et des aides nationales.

Vous adresserez ce formulaire et les pièces jointes au guichet unique et vous en conserverez un exemplaire, quel que soit le nombre de financeurs.

Le guichet unique enverra un récépissé de dépôt du dossier.

Par la suite, vous recevrez de la part du service instructeur, soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Après analyse de votre demande par les différents financeurs, vous recevrez, soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée avec les motifs de rejet. En effet, les dossiers de demande de subvention sont étudiés par l'ensemble des financeurs au cours d'un comité qui décide de l'opportunité de financer ou non le projet.

Sélection

a) Principes de sélection

Des priorités sont définies au niveau régional en fonction d'un ou plusieurs enjeux économiques et environnementaux et en concertation avec les partenaires financiers locaux.

La demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement et au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.

Les investissements doivent permettre de répondre aux enjeux du dispositif pour être éligibles, à savoir une adaptation des exploitations aux attentes du marché et une amélioration de leur compétitivité dans le respect de l'environnement.

De plus, l'investissement doit contribuer à l'amélioration de la performance globale et la durabilité de l'exploitation (obligations communautaires rattachées à l'investissement).

Conformément aux règlements de l'Union Européenne relatifs à la programmation du FEADER entre 2014 et 2020, une procédure de sélection des projets, basés sur des critères définis à la suite d'une consultation du Comité de suivi, est mise en œuvre.

Aussi, les dossiers sont déposés tout au long de l'année avec des comités de sélection organisés périodiquement.

Les demandes seront notées sur la base d'une grille de sélection.

b) Critères de sélection

La note minimale à atteindre est de 146 points.

Critères de sélection	Conditions de notation	Pondération
Amélioration du rendement de la culture	0 : pas d'amélioration du rendement	22
	1 : amélioration de moins de 10%	
	2 : 10 à 20%	
	3 : plus de 20%	
Evolution potentielle de la main-d'œuvre et/ou contribution au maintien de l'activité	0 : diminution de l'activité et réduction de l'emploi	12
	1 : diminution de l'emploi et maintien de l'activité	
	2 : maintien de l'activité et des emplois	
	3 : création d'emploi et augmentation de l'activité	
Contribution à l'approvisionnement du marché local	0 : aucune contribution au marché local	11
	1 : Maintien en quantité et qualité	
	2 : accroissement en qualité	
	3 : contribution en quantité et en qualité	
Production et/ou système de culture favorable à l'environnement, au climat	0 : Effet nocif sur l'environnement, le climat ou le bien-être animal	33
	1 : Diminution des intrants	
	2 : culture non nocive à l'environnement et au climat (peu d'intrants)	
	3 : Production et culture bénéfique à l'environnement, au climat et au bien-être animal	
Plantation de nouvelles variétés issues ou validées par un centre technique ou de recherche (si disponible)	0 : variétés non issues de la recherche ou pas validées par un centre technique	22
	1 : variété issue de la recherche ou validée par un centre technique	
	2 : variété expérimentale issue de la recherche récente ou récemment validée par un centre technique (moins de 3 ans)	
	3 : variété expérimentale issue de la recherche récente ou récemment validée par un centre technique (moins de 3 ans) +++	

Délai de réalisation du projet

Ces délais sont généralement précisés dans la décision attributive de subvention. Dans le cas de ce type d'opération, vous disposez de 24 mois à compter de la date de notification de l'aide pour terminer votre projet.

En cas de risque de non-respect de ce délai, le bénéficiaire devra en informer le service instructeur 2 mois avant la date prévue d'achèvement du projet.

Toute prorogation du délai de réalisation défini dans la décision juridique d'octroi de l'aide devra faire l'objet d'un avenant à cette décision.

10 – CONTROLES ET CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS

Modalité des contrôles

Des contrôles sont réalisés à différentes étapes de la vie d'un dossier

► Les contrôles administratifs

Le service instructeur vérifie au moment du dépôt de la demande d'aide les conditions d'éligibilité du bénéficiaire, du projet et des coûts. Il s'assure du caractère raisonnable des dépenses et applique les critères de sélection.

Pour chaque demande de paiement, il vérifie la conformité de la réalisation de l'opération au regard de la décision juridique et des règles communautaires et nationales en vigueur.

Une visite sur place peut être réalisée avant la mise en paiement du solde. A ce stade, le service instructeur vérifie la réalisation des investissements et la conformité des différents engagements et déclarations.

► Le contrôle sur place

Le contrôle est réalisé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) sur un échantillonnage de dossiers. À partir du moment où il a été sélectionné, un dossier fait l'objet d'un contrôle sur place après information du bénéficiaire.

Le contrôle porte sur l'éligibilité de votre demande, la réalisation de votre projet et sur vos engagements. A l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte-rendu dont vous garderez un exemplaire.

Le contrôle sur place peut intervenir jusqu'à 5 ans après le paiement final de l'aide.

ATTENTION

Le refus de contrôle peut faire l'objet de sanctions.

En cas d'irrégularité, de non-conformité de votre demande ou de non-respect de vos engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti d'intérêts et de pénalités financières.

Sanctions en cas d'anomalies

En cas de non respect, sauf cas de force majeure, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements pris notamment en ce qui concerne le respect des conditions minimales requises dans les domaines de l'hygiène et du bien-être des animaux et de l'environnement, vous êtes susceptibles de procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité conformément au disposition du règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014.

11 – TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont le Ministère en charge de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, et de la forêt, l'Agence de Services et de Paiement et la Région Guadeloupe.

Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à Cellule Europe Partenariale.

12 – COORDONNEES DU SERVICE INSTRUCTEUR

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Guadeloupe

Service de l'Economie Agricole

Saint-Phy

BP 651

97 108 Basse-Terre cedex

Tel : 0590 99 09 09

Mèl : daaf971@agriculture.gouv.fr

ANNEXE I

Code PCAE (Plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations agricoles)

Typologie de l'exploitation ou de l'atelier concerné par l'investissement	Code PCAE à utiliser dans le formulaire
Légumes frais de plein champ	1630
Plantes à parfums, aromatique et médicinales	2901
Maraîchage (dont melon)	2800
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	2900
Arboriculture	3610
Banane	3910
Canne à sucre	1516
Polyculture	6100
Bovins lait	4500
Bovins viande naisseur	4601
Bovins viande engraisseur	4602
Veaux de boucherie	4603
Bovins lait et viande	4700
Ovin viande	4802
Caprin viande	4804
Autres herbivores (dont chevaux)	4840
Truies reproductrices	5110
Porc engraissement	5125
Poules pondeuses	5210
Poulets de chair	5201
Autres palmipèdes	5203
Autres volailles	5204
Lapins	5206
Abeilles	8430
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	7315
Polyélevage orientation granivore	7415
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	8384
Autres associations (hors abeilles)	8440
Exploitations non classées (C.A. = 0)	9000

Pour l'exploitation, le code OTEX correspondant est celui de la production majoritaire de l'exploitation, (>2/3 du chiffre d'affaires).